

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 3 au 16 novembre 2014 – n°162

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Abus de modernité Par Paule Masson

Au classement des grandes fortunes, quelle famille a-t-elle fait grimper la sienne de plus de 100 % entre 2013 et 2014 ? Les Gattaz, père, fils et consorts. Pierre, le fiston, s'était fait pincer en 2013 pour s'être octroyé une augmentation de 29 %. Imaginez un Smic qui grimpe au même rythme ! Si le président du Medef était soucieux de « l'humain » comme il ose l'écrire dans son livre à paraître demain, plutôt que de ressortir l'idée d'un « sous-Smic » pour les chômeurs éloignés de l'emploi, il pousserait le gouvernement à proposer un coup de pouce de près de 400 euros net. Après tout, puisque François Hollande est si ouvert aux propositions du patronat, la recommandation aurait une chance d'aboutir... Alors, est-ce ringard, « passéiste », utopique, d'imaginer un monde où le simple salarié profite aussi de la richesse créée ?

Pas « moderne » nous dira-t-on. Le mot tourne en boucle dans le discours politique. Manuel Valls le chante en refrain. Le pamphlet de Pierre Gattaz en abuse, jusqu'à le galvauder, pour dégainer à l'arme lourde contre le modèle social. Mais en quoi est-ce moderne de vouloir en finir avec le CDI, contrat de travail sécurisant pour les salariés ? Qu'y a-t-il de futuriste dans l'idée de généraliser le travail du dimanche, de casser les 35 heures ou encore de pouvoir licencier à moindre coût et sans aucune possibilité de se défendre pour le salarié ? En quoi s'ériger contre la reconnaissance de la pénibilité du travail pour partir en retraite plus tôt serait-il à la page ? Ce sont, en effet, des propositions d'un autre âge. Mais elles n'ont rien d'avant-gardistes. Elles nous ramènent tout droit au XIXe siècle, quand le patron était maître en son royaume !

Pour le Medef comme pour la Commission européenne, la France est encore trop lente à adopter l'agenda libéral. Il paraît que François Hollande cherche des idées pour redonner du souffle à la seconde partie de son quinquennat. S'il manque de créativité, il peut tendre l'oreille à gauche. Ça fourmille d'inspiration.

25 ans après Par Pierre Boukhalfa

C'est le 31 octobre 1989 que, convaincu par les agissements d'un militant d'extrême-droite, j'ai décidé de régulariser l'engagement que je commençais à pratiquer en défendant d'abord moi-même, puis un camarade attaqué car d'origine portugaise, puis un autre qui s'est vu reproché d'être homosexuel... en adhérant au PCF.

25 ans après, je ne regrette pas ce choix : alors que le monde communiste a fait le choix de la démocratie, de l'ouverture du Mur de Berlin aux révolutions démocratiques latino-américaines, le capitalisme maître du monde n'a apporté que des crises entraînant l'enrichissement sans limites d'une minorité payé par la misère pour le plus grand nombre. Quant à la social-démocratie, ceux qui espéraient une voie centrale entre capital et travail « gagnant-gagnant » sont marginalisés par les tenants du turbo-capitalisme, qui mènent une lutte des classes sans merci aux travailleurs.

Désormais, on peut défendre des idées communistes largement partagées : l'expérience a montré que la politique patronale ne permettait pas de sortir de la crise, les mots « planification » et « nationalisation » ne sont plus tabous. Des collectifs se forment pour construire des alternatives concrètes : le frémissement se voit avec l'agenda qui ne cesse de s'étendre, les progrès électoraux avec notamment la percée de Marie-Christine Vergiat, qui réalise un progrès de 50% par rapport à 2004 à Cran-Gevrier, et bien sûr le succès de ce journal. J'ai certes subi des attaques, certaines inattendues, mais je continuerai.

SOMMAIRE

- P1 **Édito** – Sommaire – Un million de cartes
P2-9 **Agenda**
P2 **A voir ou revoir sur l'internet ; Pétitions en ligne ; A lire**
P4 **Humanité Dimanche du 30 octobre**
P10 « Sciences en marche » : "grand succès" ; Procès des 1000 vaches : Le PCF condamne la répression syndicale ; Budget : "le gouvernement annonce ce qui ne devait en aucun cas se produire"
P11 Valls : « un cran de plus dans la droitisation » ; Sivens : "La mort de Rémi Fraisse est intolérable" ; Europe : la lutte contre le réchauffement climatique ne peut plus attendre !
P12 **Vote du budget** : "lourde atteinte portée à notre protection sociale" ; Brésil : Pierre Laurent félicite Dilma Rousseff pour sa réélection ; Mort de Rémi Fraisse : des paroles qui tardent et des décisions bien trop faibles ; Burkina Faso : « Non au pouvoir à vie »
P13 **Blaise Compaoré chute. Il faut stopper le bain de sang ; Chute de Compaoré, un espoir pour le Burkina et pour l'Afrique ; A lire**
P14 **Drones** : La défense du territoire national est-elle toujours assurée ? ; Décès de Pierre Daix : réaction de Pierre Laurent ; Rémi Fraisse : Le PCF appelle à participer aux moments de recueils avec dignité et respect ; Arrestation du responsable des indignés de Côte d'Ivoire : le régime Ouattara dans les pas de Compaoré ; « Guy Fischer était un homme d'humanité »
P15 **Un « choc de simplification » qui va mettre en pièces la santé des salariés ; Le PCF dénonce la volonté du président Petro Porochenko d'éliminer les communistes ukrainiens ; Tunisie : les combats pour réaliser la révolution ne sont pas terminés ; Agressions par des militants d'extrême droite**
P16 **BOUGER PRECAIRES APPRENTIS STAGIAIRES : AUGMENTER NOS SALAIRES**
P17 **POUR UNE UNIVERSITE DE QUALITE Les étudiants se mobilisent partout en France**
P18-19 **BOUGER LE CURSEUR ou CHANGER DE CAP**
P20-21 **Transition énergétique : la loi poursuit la libéralisation du marché de l'énergie**
P22 **Kurdistan Erdogan en France : « une provocation pour faire pression sur la France » ; Pierre Gattaz appelle la France à sortir de la convention de l'OIT ; L'Assemblée Générale de l'ONU réclame la fin du blocus contre Cuba ; Aidons l'Huma**

Agenda

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Chaque mardi de 17h à 21h Rue du Travail à Annecy
Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles :
visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur,
projection de films. Échanges sur nos points de vue et sur
nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de
Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce
quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 3 novembre réunion section PCF Annecy

Réunion Collectif Palestine

Réunions ATTAC Annecy et ATTAC Genevois

Mardi 4 novembre 12h rassemblement sur la place du
champ de foire (devant l'UL) St Jean de Maurienne des
salariés de l'énergie, des salariés et retraités

19h réunion Les Amis de la Terre 74

Réunion RESF

20h Alterlocal Info ZAD : Sivens

18h30 à 20h Café des « Négociants » 168, rue Pertuiset à
Bonneville : Café-Débat «Comment défendre et faire
respecter nos droits et libertés? » Animé par Christian
Léger, Défenseur des droits, délégué de Haute-Savoie

Mercredi 5 19h réunion Conseil Départemental PCF74

Repaire là-bas si j'y suis Le Dersim Meythet

14H préfecture Annecy : manifestation contre les
Mâchefers

20h Alterlocal Projection débat de la conférence gesticulée
Inculture n°9 : "Exploiter mieux pour gagner plus"

Conférences désarticulées, spectacles de Fred
Dubonnet sur le GMT, l'occasion de mieux connaître un
sujet complexe tout en se divertissant.

- Jeudi 6 20H salle Eugène Verdun, dans le centre
Bonlieu d'Annecy

- Vendredi 7 20h30 Auditorium du Perrier Place du
Jumelage Annemasse

- Samedi 8 20H30 à l'Espace Grangette Thonon-les-Bains

Vendredi 7 novembre 18h Conférence de Michel Etiévent
salle Brillat Savarin (28 Place du Forum Chambéry
Ambroise CROIZAT ou l'invention sociale. La conférence
sera suivie d'un débat puis d'un pot fraternel.

20h Alterlocal Projection-Débat: "Que faire ?", proposée
par la CNT 74

20h30 Abergement de Varey Film: Les Sentiers de la Gloire

20h30 École Lucie Aubrac à Ayze Conférence

Neurosciences N° 2 « La mémoire, singularités, déficiences
et maladie d'Alzheimer» par Marcel TAPPAZ,
Neurobiologiste, Directeur de Recherche CNRS honoraire

8 et 9 novembre Conférence nationale du PCF

A Annemasse le 8 novembre à Cran puis à Annecy le 9, le
PG 74 organise, dans le cadre d'une campagne nationale,
des votations citoyennes sur la question « Êtes-vous
favorables au droit de révoquer les élu-e-s ? » dans le
cadre d'un collectif ouvert

Samedi 8 novembre Réunion Transition citoyenne

**16h30 Salle Eaux et Forêts Annecy Conférence-débat
avec Julien Salingue « Palestine, état des lieux »**

Dimanche 9 journée d'échange et de réflexion des
membres du collectif de transition citoyenne sur sa vision
et son fonctionnement après 9 mois d'existence.
<http://transitioncitoyennese MOZ.org/journee-de-recentrage-du-collectif>

Mercredi 12 réunion cellule PCF Cran-Gevrier

20h Alterlocal GMT/TAFTA, projection de "Les déportés du
libre échange" de Marie-Monique Robin

Jeudi 13 Réunion Chaîne Humaine contre les haines

20h Alterlocal Quel(s) logiciel(s) et service(s) internet
consommer ?

**Samedi 15 novembre Mobilisation nationale unitaire -
Non au budget d'austérité Valls-Hollande-Medef -
Pour une alternative sociale, écologique et politique
Rassemblement Annecy à 10h A l'angle des rues :
Avenue de Brogny Boulevard Taine (entrée du marché)**

14H Lyon manif Coordination Régionale des Sans-papier

15 h au Pâquier face Bonlieu action nucléaire Les Amis de
la Terre 74 Ensemble, refusons le rafistolage des vieilles
centrales et exigeons l'arrêt immédiat des réacteurs de
plus de 30 ans !

20h Alterlocal Soirée musicale et festive:

Concert de SLIMGUIB'S/ GARAGE BLUES à 21h
Streets,sound,blues,beers,dirt,west,sex,shake,skate ONE
MAN BAND

Mix de MAMBO CHICK versus/ping-pong/avec JEAN-
JACQUES CABRELMANN à 22h

Mix aux styles variés, aux accents des vieux R'n'b,
jukebox, popcorn, twist, afro...

Vous pouvez écouter Mambo Chick ici:

<https://www.youtube.com/user/MamboChickPalmwine>

20h30 à l'Agora Bonneville : Conférence dansée - une
chorégraphie « hip-hop » par Olivier Lefrançois dans le
cadre du week-end sur les « cultures urbaines » organisé
en partenariat avec l'OCA, le Service Jeunesse de la CCFG,
et la Médiathèque intercommunale

A voir ou revoir sur l'internet

Kobane - Pierre Laurent en direct de la frontière turco-syrienne
http://www.dailymotion.com/video/x28vidv_kobane-pierre-laurent-en-direct-de-la-frontiere-turco-syrienne_news

Bruno Piriou Conseiller général Front de gauche de Corbeil-
Essonnes invité de Canal + le 20 oct. 2014

http://www.dailymotion.com/video/x28fdld_bruno-piriou-conseiller-general-front-de-gauche-de-corbeil-essonnes-invite-de-canal-le-20-oct-2014_news

Allocations familiales - P. Laurent invité de RFI le 17 oct. 2014
<http://www.pcf.fr/60298>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.
<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose :
celui d'Ambroise Croizat !»

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Pétition de l'Huma pour une protection internationale du peuple
palestinien : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823>

Pour la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive :
<http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>

PÉTITION ANTI TAFTA <https://www.collectifstoptafta.org>



4 Novembre : Réforme de l'Energie & du Service Public, Impact POUR TOUS !!!

L'Assemblée Nationale a voté la loi sur la Transition Energétique, il est nécessaire d'agir et de soutenir le mouvement des syndicats de l'Energie car **les impacts seront lourds pour toute la population et pour les industriels**. Il faut peser sur les élus de la Nation pour empêcher l'aboutissement de cette Loi au Sénat.

**Les salariés de l'énergie sont concernés mais
les grands perdants seront les citoyens !!!!**

Loi de Transition Energétique



Privatisation des Barrages, Fermetures non justifiées de

**Tranches Nucléaire et Thermique à Flamme, Scission
ERDF/GRDF, Privatisation du RTE, etc...**



Hausse conséquente des Tarifs du Gaz et de l'Electricité
pour les usagers privés et industriels

**Dégradation importante de tous les services publics liés à
l'énergie** (Dépannage, Raccordement, Usages de l'eau, etc...)

Suppressions d'emplois Directs et Indirects

Elus, Salariés, Syndicats, Citoyens, etc...

**Rejoignez-nous le 4 Novembre à 12h à
Saint Jean de Maurienne pour un moment
d'information à la population !!!!**





Mâchefers d'Aviernoz : le SILA tente d'échapper à ses responsabilités

*Où vont les produits toxiques qui s'échappent des mâchefers ?
Nous ne le savons toujours pas ! Pire, le SILA affirme désormais qu'il n'est pas
nécessaire de le savoir ! C'est inadmissible !*

Manifestons notre détermination !

pendant la réunion de la Commission Locale d'Information et de Surveillance des Lapiaz,
pour signifier que nous n'acceptons pas que ce scandale soit enterré.

**MERCREDI 5 NOVEMBRE à 14 heures.
devant la Préfecture d'Annecy**

Pour covoiturer, 3 départs : 13h30 devant la salle Tom Morel, 13h35 de Groisy sur le parking de
Carrefour Market, et 13h 45 du parking du stade d'Argonay

*Venons chacun avec un panneau qui exprime nos inquiétudes et nos attentes
Ne laissons pas les intérêts de quelques-uns menacer l'avenir de nos enfants !*

Fred Dubonnet
présente

Mais où est passé



Robin des bois ?
(Conférence désarticulée)

Jeucl 06 novembre à 20 h
Centre Bonlieu
Salle Eugène Verdun
1 rue Jean Jaurès
74 000 Annecy
Tél : 06 24 27 45 04



Plus d'info sur : www.freddubonnet.net
Entrée libre, sortie au chapeau

**L'HUMANITÉ
DIMANCHE**

N° 433 - DU 30 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE 2014

**BARRAGE
DE SIVENS
ÉMOTION ET
COLÈRE APRÈS
LA MORT DE
REMI, 21 ANS**

ANALYSE PAGE 30



**LA POLITIQUE
DU GOUVERNEMENT
MENACE LE PACTE
REPUBLICAIN !**

LIRE PAGE 20

Photo: Olivier Bouchet/Reportage France



VENDREDI 7 NOVEMBRE à 18H30

« AMBROISE CROIZAT OU L'INVENTION SOCIALE »

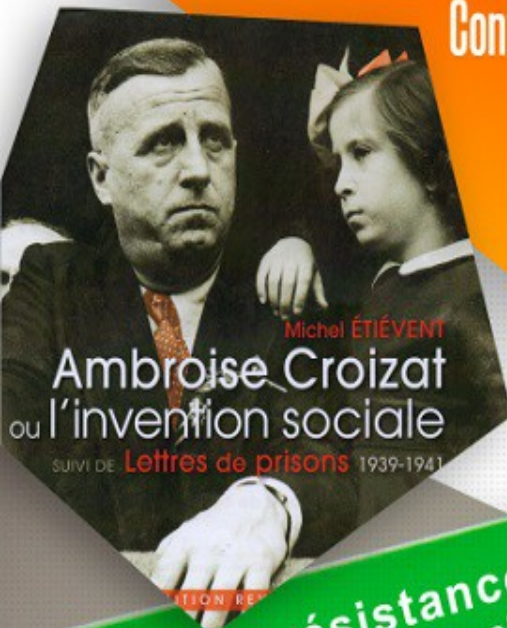
CONFÉRENCE DÉBAT avec MICHEL ETIÉVENT militant, historien et journaliste

Conférence débat 19h suivie d'un pot fraternel

Salle BRILLAT SAVARIN

place du FORUM (derrière le cinema)

Chambéry le Haut



Solidarité avec la Résistance Palestinienne

Expulsions
Naqba
Colonisation
Occupation
Spoliations
Réfugiés
Check Point
Mur de la Honte
Blocus
Emprisonnements
arbitraires
Assassinats ciblés
Crimes de Guerre
Massacres
Communauté
Internationale
silencieuse



Droit à l'existence
Respect du droit
international
Respect des
résolutions de
l'ONU
Liberté de
circulation
Libération des
prisonniers
Droit au retour
Indemnisation
Résistance
Solidarité
Boycott
Desinvestissement
Sanction
Liberté
Justice
Paix

BDS

Après l'agression Israélienne contre Gaza l'été dernier,
Palestine état des lieux

Conférence - Débat Avec Julien Salingue

Samedi 8 Novembre à 16h30 Salle des Eaux et Forêts à Annecy

Julien Salingue docteur en science politique enseigne à l'Université Paris Ouest Nanterre. Ses recherches portent sur les dynamiques économiques, sociales et politiques dans les territoires palestiniens. Il a notamment publié, en 2011, À la recherche de la Palestine (éditions du Cygne) et codirigé, en 2013, Israël : un État d'apartheid ? (L'Harmattan).

A l'initiative du Collectif Solidarité Palestine d'Annecy cspa.74@gmail.com

Palestine Vivra, Palestine vaincra - Palestine Vivra, Palestine vaincra

NON
AU BUDGET D'AUSTÉRITÉ

MANIFESTONS !

Le 15 novembre

**À PARIS 14H - PLACE DENFERT-ROCHEREAU
ET DANS TOUTE LA FRANCE**

**POUR UNE ALTERNATIVE
sociale, écologique et politique**

COLLECTIF 3A COLLECTIF-3A.ORG

ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ

WWW.COLLECTIF-3A.ORG

SYNDICALISTES - POLITIQUES - ASSOCIATIFS - CITOYEN-NE-S - ENSEMBLE POUR UNE ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ

En Rhône-Alpes (Annecy, Grenoble, Lyon, Valence, Vienne....) comme dans l'ensemble des territoires français :

Des milliers de personnes à la rue ou menacées d'expulsion

**Ne laissons plus faire,
regroupons-nous,
organisons-nous !**

Ce sont encore et toujours les plus pauvres, avec ou sans papiers, qui sont les premières cibles des politiques d'exclusion et d'austérité, alors même que les spéculateurs augmentent leurs profits. L'hébergement et le logement sont concernés au premier chef par ces logiques meurtrières. Les partis politiques au pouvoir ne font que stigmatiser toujours plus les populations d'origine étrangère en les expulsant hors de France et les populations les plus pauvres en les expulsant de leur logement.



Alors que le droit à un toit est un droit vital et fondamental, des milliers de femmes, d'hommes, d'enfants de la région Rhône-Alpes, étrangers ou français, sont à la rue ou menacés d'y être jetés à tout moment. Comme dans le reste de la France. **Les causes ?**

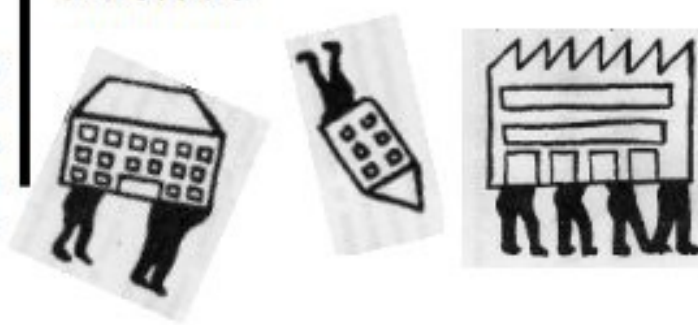
- la politique de l'Etat et des collectivités locales qui n'assument pas leur obligation absolue d'hébergement d'urgence été comme hiver de toute personne quelle que soit son origine, alors que l'article 345-2-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) énonce que toute personne quelle qu'elle soit doit pouvoir être accueillie dans un lieu décent.

Pire : ces institutions n'hésitent pas parfois à poursuivre les familles – notamment les Roms- et les personnes isolées jusque dans leurs squats ou « pauvres » campements et à les expulser !

- la cherté des loyers, la spéculation immobilière qui ont permis aux banques, à une minorité de riches bailleurs, privés ou publics, de spéculer, de s'enrichir (les profits spéculatifs ont grimpé de 70% depuis 10 ans...). Pourtant en France, il y a 2,4 millions de logements vides pour 3,6 millions de mal-logé-e-s.

- la complicité des gouvernements qui ont laissé faire, précipitant les personnes et familles aux revenus modestes dans les impayés et le logement précaire, parfois dans la rue !

- plus largement une politique d'Etat qui est de plus en plus xénophobe et anti-sociale.



NOUS EXIGEONS :

- **L'ouverture de structures d'hébergement d'urgence, et l'amélioration des conditions d'accueil sans condition d'accès, été comme hiver.**
- **L'arrêt des expulsions sans relogement, pour tout type d'habitation, des fermetures des places d'hébergement et des coupures de fluides (eau, électricité, gaz...).**
- **L'arrêt du harcèlement de la part des administration et bailleurs sociaux sur les locataires et les usager-e-s (contentieux, lettre menaçantes...) et le gel des loyers impayés.**
- **Une application des lois DALO et ALUR qui prévoient un très large accès de toute personne ou famille à un logement décent.**
- **la REQUISITION des logements vides, la construction massive de logements réellement sociaux (PLAI : Prêt Locatif Aidé d'Intégration) et la baisse des loyers.**
- **Arrêt de la criminalisation de la migration et de la criminalisation des actions de solidarité avec les migrants.**
- **la régularisation de tou-te-s les sans-papier-e-s et l'arrêt des expulsions du territoire français.**
- **Un logement pérenne et décent pour tou-te-s !**

Manifestation régionale : **Samedi 15 novembre 2014** **14H, Place de l'Opéra, à Lyon**

Nous partirons ensuite en cortège en direction du Préfet de Région...

Nous appelons aussi tou-te-s ceux/celles qui luttent pour leur survie ou par solidarité à organiser des **manifestations et actions décentralisées partout en France** afin de rendre visibles les invisibles. **C'est par la création d'un rapport de force que nous ferons reculer la misère et ceux/celles qui la produisent.**

A l'APPEL de :

Les Alternatifs, CISEM [Coordination iséroise de solidarité avec les étrangers migrants], Centre d'Information Inter-Peuple, CNL, CNT 38, collectif Logement/hébergement, Defends-toit, LDH, NPA 38, La Patate chaude, RESF, Solidaires, Sud Education, Un Toit pour Tous, UPC, La voix des femmes.

Sciences en marche : "grand succès"

La manifestation de la communauté scientifique et universitaire du 17 Octobre a été un grand succès pour ses organisateurs – Sciences en Marche et organisations syndicales de la recherche et de l'enseignement supérieur – et pour les travailleurs scientifiques. Cette manifestation dont l'ampleur – 8000 manifestants de toutes disciplines, de toutes les catégories et de tous les centres universitaires et des organismes de recherche – illustre la combativité nouvelle d'une communauté de travail particulièrement malmenée ces dernières années,

Le PCF qui l'a soutenue dès l'origine, se félicite de ce succès qui va porter loin et aura des suites.

Le gouvernement doit le savoir : la jeunesse scientifique du pays, celle qui, par son travail souvent obscur et plein d'abnégation, tient dans ses mains une part déterminante de l'avenir national, est maintenant, largement, debout.

Elle se lève pour en finir avec la précarité qui ronge les laboratoires, disloque l'esprit d'équipe, ruine la coopération scientifique, détruit les valeurs qui doivent fonder l'aventure scientifique.

Elle se lève pour que l'enseignement supérieur et la recherche ne soient pas réduits à une activité mercantilisée, qu'ils soient rétablis dans leurs missions fondamentales au lieu d'être étouffés par un asservissement sans cesse renforcé à la logique du court-termisme, celle du MEDEF qui inspire toute la politique gouvernementale.

Elle se lève pour en finir avec la sébile à laquelle la condamnent les dispositifs qui font suite à la politique Sarkozy – Péresse renforcée et étendue : la recherche et l'enseignement supérieur doivent être assurés d'un financement public pérenne récurrent et réactualisé. Un plan d'urgence à hauteur de 20 Milliards d'euros sur une législature doit être mis en place.

Elle aura vu l'incroyable : des amendements minimaux à la loi de Finances visant à réguler l'indécence fiscale que constitue le Crédit d'Impôt Recherche, à limiter son montant et à en reprendre une part limitée pour le Service public, amendements travaillés avec des représentants de la communauté scientifique et universitaire et déposés par les parlementaires du Front de Gauche, ont été retoqués sans motif autre que le refuge derrière le fameux « pas d'alternative » !

Elle aura vu une Secrétaire d'État campée sur ces certitudes pitoyables, une Ministre de l'Éducation absente, un Président de la République ailleurs.

Elle aura vu un groupe parlementaire majoritaire absent du débat.

De tout cela, elle va tirer des conclusions ; le PCF va y contribuer.

Les luttes vont maintenant rebondir sur le vote du budget, la révision du traité de Lisbonne et les communistes en seront, en première ligne.

Mais la première de toutes les conclusions à tirer est la nécessité impérieuse de débattre avec toutes celles et ceux qui se montrent disponibles pour construire ensemble les incontournables d'une politique nouvelle, une politique de gauche dans laquelle se reconnaissent au premier chef les acteurs de ce secteur vital pour l'avenir et qui, en même temps, parle au pays tout entier.

C'est là l'urgence, c'est là l'espérance. Le PCF, pour sa part, va s'y consacrer.

Procès des 1000 vaches : Le PCF condamne la répression syndicale (22 octobre 2014)

Le 28 Octobre, à Amiens, seront jugés 7 militants de la confédération paysanne pour avoir démonté quelques pièces de la salle de traite de la ferme des 1000 vaches lors d'une action syndicale. Dès lors, un aréopage policier et judiciaire hors du commun s'est déployé pour protéger Michel Ramery, grand patron du Nord, 369ème fortune française et nouveau visage de l'industrialisation de l'agriculture.

Pour mémoire, la ferme des 1000 vaches, est une concentration d'animaux sans précédent en France. L'Europe est largement complice de ce type de projet. En libéralisant le marché et en supprimant les quotas laitiers, l'U.E. incite à une nouvelle concentration des fermes. La rentabilité d'une telle usine ne tient que grâce à la production de méthane subventionnée. Nous refusons ce capitalisme vert au détriment de l'agriculture paysanne et de la transition écologique. Ce projet est néfaste à l'environnement, l'emploi et la souveraineté alimentaire des peuples.

Le PCF réclame l'amnistie des 7 syndicalistes, la fixation de prix justes et rémunérateurs, la planification de la production et le soutien équitable des exploitations et filières les plus fragiles. C'est dans cette direction que les politiques publiques à l'échelle française et européenne doivent s'engager si nous voulons conserver une souveraineté et une sécurité alimentaires dignes de ce nom.

Pour toutes ces raisons, il appelle les consommateurs, les militants, les sympathisants et ces élus à venir apporter leurs soutiens aux militants de la Confédération Paysanne, faisons du mardi 28 octobre, à 11H00, devant le palais de justice d'Amiens, 14 rue Robert de Luzarches, le procès de l'industrialisation de l'agriculture ! Une délégation du PCF sera présente.

Budget : "le gouvernement annonce ce qui ne devait en aucun cas se produire" (Olivier Dartigolles)

#Austerité

Le budget : une saignée de 21 Mds pour les familles et 41 pour nourrir les vampires de la finance et du patronat.

@cnpfc @dartigolles

Alors que la commission européenne s'apprête à rendre son avis sur le projet de budget 2015, actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, le gouvernement annonce des économies supplémentaires de 3,6 milliards d'euros.

Ne tenant aucunement compte des alertes des parlementaires de toutes les sensibilités de gauche sur les conséquences dramatiques des 21 milliards d'euros d'économies déjà programmés dans le budget, Hollande et Valls anticipent les nouvelles exigences de Bruxelles. Le parlement est une nouvelle fois traité avec un grand mépris. Alors que l'exécutif disait encore il y a quelques jours que la France n'avait rien à craindre, qu'elle " fait ce qu'elle avait à faire", voilà qu'il annonce ce qui ne devait en aucun cas se produire ! Une fois de plus la parole publique prend les allures d'une vaste tromperie.

Tout cela en dit long sur le vent de panique qui souffle dans les couloirs de l'Élysée, Matignon et Bercy.

En échec sur l'emploi, la croissance et le déficit, Hollande et Valls ajoutent à ce bilan apocalyptique une totale soumission aux exigences qui viennent de Bruxelles, ou d'un patronat déterminé à attaquer plus encore le marché du travail.

Comment, avec une telle actualité, accepter de voter demain le PLFSS ? Il faut stopper Valls et prendre un autre chemin.

Évasion fiscale 50 milliards
Cadeaux aux patrons 170 milliards
Garantir la retraite à 60 ans 50 milliards

L'argent existe ! Tous ensemble, donnons la priorité à la jeunesse

Valls : « un cran de plus dans la droitisation » (Olivier Dartigolles)

Pour échapper au bilan désastreux de sa politique économique et sociale tout en préparant le pays aux prochaines "recommandations" de la commission européenne, Manuel Valls cogne et provoque.

Sa pseudo-modernité n'est qu'un cran de plus dans une droitisation qui ne date pas d'aujourd'hui. Ses dernières déclarations ne sont en rien une embaardée incontrôlée mais un positionnement pour l'après. L'après-Matignon, l'après-Hollande... Sa stratégie des coups de bélier provoque de très vives réactions au Parti socialiste. Jean-Christophe Cambadélis a beau appelé au cessez-le-feu, il lui sera impossible de remettre tout cela sous le tapis.

Soit Valls engrange et avance, soit il est mis en échec par une offensive politique et sociale pour le redressement du pays avec des solutions de gauche. La meilleure façon de lui répondre est d'obtenir un coup d'arrêt à sa politique.

Alors que les chiffres de septembre vont venir confirmer un chômage de masse toujours plus important, la diversion tentée par Valls sur le contrat de travail unique, après les charges contre l'assurance-chômage et les chômeurs, a pour objectif d'empêcher que le débat se fixe sur une question : Comment faire autrement ? Par quoi remplacer ce qui aujourd'hui n'obtient aucun résultat ?

Sivens : "La mort de Rémi Fraisse est intolérable"



Au moment où le rapport d'expertise commandé par la ministre de l'Écologie est rendu public en préfecture du Tarn à Albi, l'autopsie d'un jeune homme de 21 ans s'engage afin de connaître les raisons de son décès sur le site suite à la manifestation de ce Week-end.

La mort du jeune Rémi Fraisse est intolérable. Toute la lumière doit être faite sur les responsabilités de son décès. Nous présentons toutes nos condoléances attristées à la famille et aux proches de Rémi.

Aucun projet d'aménagement ne peut justifier de telles violences et la mort d'un jeune adulte.

Nous appelons toutes les parties à retrouver le calme et la sérénité. A l'appui des conclusions du rapport d'expertise tous les responsables publics doivent contribuer à engager enfin un dialogue responsable et constructif comme le proposent les communistes du Tarn et leurs élu-e-s, notamment du conseil général, Serge Enraygues et Roland Foissac.

L'arrêt des travaux doit permettre d'examiner tous les éléments du dossier.

Tous les arguments doivent être sur la table avec l'ensemble des acteurs, sans oublier les populations locales et leurs élu-e-s, et cela en toute transparence, tant par une maîtrise publique affirmée de la préservation de la ressource naturelle que pour le développement économique et d'une agriculture d'exploitation familiale, moderne, diversifiée, respectueuse de l'environnement.

Europe : la lutte contre le réchauffement climatique ne peut plus attendre !

L'Europe vient d'adopter un objectif de baisse de 40% de ses émissions de CO2 d'ici 2030, par rapport au niveau de 1990. L'objectif affiché est de diminuer de 80% les émissions de CO2 d'ici à 2050, afin d'anticiper et faciliter un possible accord international lors de la prochaine conférence de Paris en 2015. Il prévoit également de porter à 27% la part d'énergie renouvelable dans le mix énergétique, ainsi que 27% d'économie d'énergie.

Les objectifs semblent ambitieux, et pourtant, malgré le fiasco du marché carbone et son discrédit complet, il est de nouveau largement fait appel aux ventes de quotas CO2 pour financer la modernisation des installations industrielles fortement émettrices de gaz à effet de serre.

D'autre part, le calendrier, et le rythme de baisse des émissions de CO2, repoussent l'essentiel des efforts pour la période 2030-2050. C'est irresponsable, car c'est surtout le volume final de CO2 effectivement émit d'ici 2050 qui va déterminer l'ampleur du réchauffement climatique, et non le niveau d'émission annuel à l'arrivée en 2050. Il y a donc urgence à agir vite, en programmant dès maintenant un rythme de baisses d'émissions de CO2 plus important. Il faut donc cesser ce jeu qui consiste à repousser indéfiniment les difficultés aux décennies suivantes.

L'accord prévoit également de coûteuses interconnexions énergétiques surdimensionnées entre les pays membres, constituant de véritables autoroutes pour transporter et vendre du gaz et de l'électricité, à travers toute l'Europe. On fait ici de nouveau confiance au marché, solution miracle aux problèmes d'approvisionnement et moyen d'inciter au développement des énergies renouvelables.

Plus que jamais, l'énergie ne doit pas devenir une marchandise comme les autres, se vendant au plus offrant, d'un bout de l'Europe à l'autre, au grès du prix de la bourse et sujet à toutes les spéculations. La lutte contre le réchauffement l'exige encore plus. Le PCF à travers la GUE (Gauche Unitaire Européenne) propose de rompre avec les politiques d'austérité et de financer par l'endettement « sain » auprès de la BCE, les grands programmes visant une société bas carbone à l'échelle de l'Europe. D'autre part le marché et le recours exclusif au secteur privé, avec les logiques de profit à court terme, ne sont pas à la hauteur des enjeux qui nécessiteront des temps longs et d'importants investissements publics. Le service public est donc incontournable, à l'opposé des politiques de dérégulation et de privatisation réaffirmées dans cet accord.

Fauvreté et crise écologique sont inséparables

**CE N'EST PAS L'INDUSTRIE QUI
POLLUE LA PLANÈTE
C'EST LE CAPITALISME**

**Pour un développement productif
social et écologique**



L'humain d'abord !

Vote du budget : "lourde atteinte portée à notre protection sociale"

Le Budget de la sécurité sociale vient d'être voté à l'Assemblée nationale.

C'est une atteinte lourde portée à notre modèle social d'accès aux soins et de protection sociale.

Alors que le déficit de la sécurité sociale atteint les 15 milliards d'euros, aucune mesure visant à améliorer les comptes n'est envisagée dans le texte voté. Pire, la protection sociale est sévèrement attaquée pour financer les cadeaux aux entreprises.

C'est une remise en cause nette de l'universalité de la politique familiale. Moduler les allocations familiales en fonction des revenus porte directement atteinte aux principes même de la sécurité sociale : la solidarité et l'universalité.

Le PCF a fait des propositions qui peuvent être mises en place immédiatement : réduire les exonérations de cotisations sociales patronales qui sont inefficaces et coûtent plusieurs milliards d'euros par an, et faire contribuer les revenus financiers des entreprises au même niveau que les salaires.

Alors que la Cour des Comptes évalue entre 20 et 25 milliards d'euros le niveau de la fraude patronale aux cotisations sociales, le gouverneur ne se fixe comme ambition que d'aller chercher 76 millions.

Il est temps, comme l'a souligné André Chassaigne, Président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, que les socialistes et les écologistes abstentionnistes nous rejoignent sur un vote d'opposition à la politique menée par Manuel Valls.

Brésil : Pierre Laurent félicite Dilma Rousseff pour sa réélection

Vous trouverez ci-dessous le courrier que Pierre Laurent, secrétaire national du PCF a fait parvenir à Dilma Rousseff, Présidente du Brésil.

"Madame la présidente, chère amie,

Je tiens à vous exprimer, en mon nom et celui du Parti Communiste Français, mes plus chaleureuses félicitations pour votre réélection à la présidence de votre grand et merveilleux pays.

Votre réélection est un encouragement et un point d'appui pour les forces progressistes de par le monde. C'est un soulagement, car les candidats de droite n'ont pas hésité à utiliser les pires méthodes pour vous dénigrer. Elle permet, j'en suis sûr, de concevoir de nouveaux liens de coopérations entre nos deux pays, mutuellement avantageux.

Cette élection marque surtout l'attachement du peuple brésilien, notamment des plus modestes, aux politiques menées sur les questions sociales. Elle permet de poursuivre vos efforts en direction des plus modestes et d'entendre le message qu'ils vous ont adressé, en menant une politique anti austérité."



Mort de Rémi Fraisse : des paroles qui tardent et des décisions bien trop faibles

Le procureur de la République d'Albi vient de déclarer que la mort de Rémi Fraisse a été provoquée par "un explosif militaire de type grenade offensive". Les premiers témoignages sont donc confirmés, c'est bel et bien un tir des forces de gendarmerie qui est à l'origine du décès d'un jeune homme de 21 ans, ni armé, ni cagoulé, dont le seul bagage était un BTS, des convictions et une passion pour les plantes et les fleurs.

La justice devra faire toute la lumière sur les circonstances de cette tragédie. La jeunesse de notre pays a bien des choses à exprimer, à crier et à dénoncer. Le travail républicain des forces de l'ordre n'est-il pas, en priorité, de les protéger ? Avec des grenades offensives ? Cette réalité est totalement insupportable.

Sans attendre les résultats de l'enquête administrative, le ministre de l'Intérieur vient de demander la suspension de l'utilisation de ces projectiles de gendarmerie. C'est bien le moins qu'il pouvait faire. Il faut davantage en saisissant le Parlement, en abordant toutes les questions sur le type d'intervention des forces de l'ordre en de tels moments, en essayant de comprendre pourquoi nous en sommes arrivés à un tel niveau de tension à Sivers ? Comment permettre à des citoyens qui défendent des idées et des valeurs, se rassemblent et s'opposent à des projets jugés inutiles, de ne pas se sentir criminalisés et menacés ?

François Hollande et le gouvernement ne semblent toujours pas, ce soir, avoir pris la juste mesure de ce qui vient de se passer. La République se manque à elle-même, quand, dans de telles circonstances, ses plus hauts représentants ont des paroles qui tardent et des décisions qui paraissent bien trop faibles.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Burkina Faso : « Non au pouvoir à vie » (PCF)

Après 27 ans de règne, le président du Burkina Faso tente par tous les moyens de se maintenir au pouvoir. Blaise Compaoré veut modifier l'article 37 de la constitution qui limite le nombre de mandats présidentiels, pour se représenter en 2015.

Les Burkinabés s'opposent massivement à ce tripatouillage constitutionnel. Ils se sont mobilisés par centaines de milliers pour dire « Non au pouvoir à vie ». Ils craignent le maintien d'un régime à bout de souffle, contesté jusque dans ses propres rangs, dont le bilan est connu. Le Burkina Faso possède un Indice de développement humain parmi les plus bas de la planète. Classé par l'ONU 181ème parmi 187 pays, il accumule des retards considérables liés à des choix politiques, à un modèle de développement fortement inégalitaire. Le pays est considéré par le FMI comme un « bon élève » car il connaît une croissance économique qui ne se traduit pas par un développement endogène. Le levier de la corruption favorise une accumulation de richesses à un pôle restreint de la société, quand la grande majorité de la population est cantonnée dans la pauvreté.

Alors qu'une alternance est possible, le coup de force institutionnel risque de déstabiliser le pays. Cela risque aussi de perpétuer une situation où Compaoré, en complicité avec les différents pouvoirs français, joue un rôle de pompier-pyromane dans la sous-région. Arrivé au pouvoir par un coup d'État au cours duquel Thomas Sankara a été assassiné, Compaoré a été épinglé à de multiples reprises par les Nations Unies et de nombreuses ONG : il est accusé de trafics de diamants, trafics d'armes avec la sinistre Unita en Angola, avec les rebelles de Sierra Leone et le dictateur libérien Charles Taylor, sans oublier le rôle déstabilisateur joué en Côte d'Ivoire. Ces dernières années, les tripatouillages constitutionnels se multiplient sur le continent africain avec des complicités occidentales : Algérie, Angola, Djibouti, Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad, Togo, Ouganda. Il est temps que cette liste s'arrête. L'aboutissement d'un véritable processus démocratique au Burkina Faso en est d'autant plus essentiel. La grave crise qui menace doit amener le gouvernement de la France à changer de politique et à ne pas se contenter de vagues déclarations face à la forfaiture que prépare le pouvoir de Blaise Compaoré à rebours de l'histoire. Le PCF appelle à manifester devant l'Ambassade du Burkina Jeudi 30 octobre à 18H00.

Blaise Compaoré chute. Il faut stopper le bain de sang (PCF)

Le mois d'octobre 2014 aura marqué l'histoire du Burkina Faso. Le 28, plus d'un million de manifestants ont crié leur refus du tripatouillage de la Constitution et du pouvoir à vie de Blaise Compaoré. Une telle mobilisation constitue un événement sans précédent. Au-delà de l'opposition et de la société civile, le peuple lui-même est descendu dans la rue. Le régime de Blaise Compaoré a perdu définitivement toute légitimité.

Compaoré pouvait jouer la carte des provocations, de la répression et de la violence, mais pour quel résultat ? Il a eu beau couper internet et les messageries mobiles, rien n'y fait. Le peuple burkinabé a décidé d'entrer de nouveau dans l'histoire pour faire tomber l'autocrate. Compaoré a voulu s'accrocher en dépit de tout.

Le gouvernement français doit prendre en considération les événements et commencer à faire le deuil de ce régime. Longtemps, Blaise Compaoré a représenté le pivot central des intérêts cachés de la Françafrique, celui qui fidèlement a été au service de tous les coups fourrés en Afrique de l'Ouest et de toutes les déstabilisations. Il se présentait comme le pompier de la sous-région, relayé en cela par des soutiens extérieurs zélés, alors qu'en réalité il a trempé dans les affaires les plus sombres, favorisé guerres et rebellions, de la Sierra Léone au Liberia, en passant par la Côte d'Ivoire et jusqu'au Mali où il jouait encore récemment un jeu trouble.

Il est temps de reconnaître que le bilan de celui qui est resté au pouvoir pendant 27 ans a été rejeté par les Burkinabés. Comment pourrait-il en être autrement ? Le pays possède un Indice de développement humain parmi les plus bas de la planète. Il a accumulé des retards considérables liés à des choix politiques fortement inégalitaires, initiant un modèle de croissance sans développement.

Ces dernières années, les tripatouillages constitutionnels se sont multipliés sur le continent africain avec des complicités occidentales. Cela doit s'arrêter. L'aboutissement d'un véritable processus démocratique au Burkina Faso en est d'autant plus essentiel. Cette mobilisation populaire représente un espoir pour les peuples. Et un défi pour les Burkinabés.

La trop longue parenthèse Compaoré est en train définitivement de se refermer. D'heure en heure la situation évolue. L'Assemblée nationale a été prise, le régime aux abois se retranche dans le palais présidentiel de Kossyam. Un drame se joue, la répression s'abat – avec l'aide de mercenaires venus du Togo et de Côte d'Ivoire. Les jeunes, en pointe dans ce soulèvement, sont victimes des balles assassines. D'urgence, il faut stopper ce bain de sang.

Les forces de progrès du Burkina Faso doivent aujourd'hui avoir la responsabilité et la possibilité de donner un débouché positif à ce mouvement populaire tant du point de vue démocratique que social et éviter qu'il ne soit confisqué. Les communistes français continueront d'être solidaires de leurs combats.

Chute de Compaoré, un espoir pour le Burkina et pour l'Afrique

Enfin ! Celui qui se croyait indéboulonnable vient de tomber. Malgré le soutien de forces réactionnaires, tant au Burkina qu'à l'extérieur du pays, Blaise Compaoré est balayé, contraint à la démission. Le peuple a fait preuve d'un grand courage. Il paie le prix cher, plusieurs dizaines de manifestants sont tombés sous les balles assassines de la garde prétorienne, formée, armée, faut-il le rappeler, avec le soutien de la France.

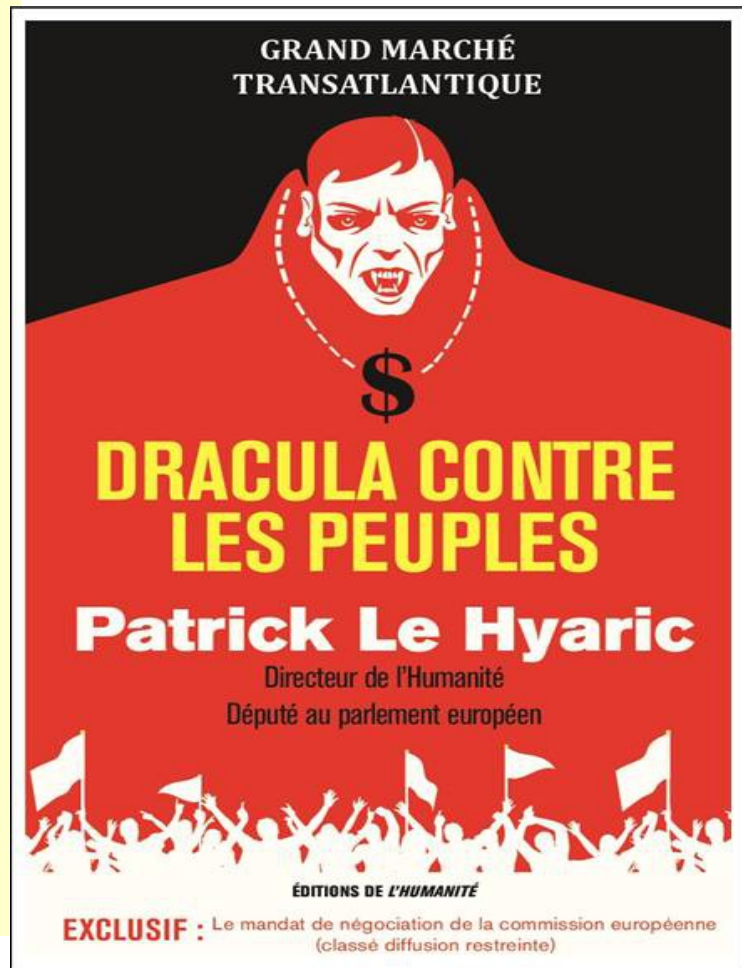
Ce soulèvement représente un espoir pour les peuples d'Afrique et du monde. Il est une démonstration – une de plus – de la capacité des mobilisations populaires à déplacer des montagnes. Une confirmation également que les luttes qui jalonnent toute l'histoire de la Haute-Volta devenue Burkina, ne sont pas vaines. Elles constituent un terreau fertile qui ne demandait qu'à fleurir, même après 27 ans d'une trop longue parenthèse.

Un espoir également que la vérité éclate enfin concernant les crimes commandités par Blaise Compaoré au Burkina et dans la sous-région. Cela vaut bien sûr pour l'assassinat de Thomas Sankara et de Norbert Zongo. Mais aussi pour les responsabilités dans les manœuvres de déstabilisation sur le continent menées en complicité avec des puissances occidentales, France en tête, qui ont produit des effets meurtriers notamment en Sierra Leone, au Libéria et en Côte d'Ivoire. Des instruments pour cela existent en Afrique. Il y a la justice burkinabée, il y a aussi la Cour de Justice de la CEDEAO ou la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples dont le protocole a été adopté le 9 juin 1998 à Ouagadougou au Burkina Faso. Des ONG et des citoyens peuvent y déposer des plaintes.

La période de transition qui s'ouvre est un véritable défi. Les anciens piliers du régime militaire et du clan au pouvoir voudraient garder la main. Une grande responsabilité repose sur les épaules des Burkinabés pour écrire, avec la plus grande vigilance, une nouvelle et belle page de l'histoire du « pays des hommes intègres » et du continent africain. Les communistes français apportent leur soutien au peuple et aux forces de progrès burkinabé en vue de cet objectif.

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"
Économie & Politique
Dossier coût du capital



Drones : La défense du territoire national est-elle toujours assurée ?

L'épisode inquiétant du survol, en toute impunité, en plusieurs jours des installations nucléaires stratégiques du pays par des drones d'origine inconnue est révélateur de la dégradation des capacités de défense du territoire national. Demain, avec la permanence opérationnelle de défense aérienne sur ce lieu, la capacité de déploiement en quelques minutes d'une force aérienne en mesure de protéger le territoire en région parisienne sera fortement compromise. Dans le même temps, de 3 à 6 Rafales sont basés en permanence aux Émirats arabes unis et le gouvernement a envoyé cet été plusieurs Rafales en Pologne et en Lituanie dans le cadre de gesticulations militaires provocatrices de l'OTAN en pleine crise ukrainienne.

Il existe un doute très sérieux sur la capacité de l'armée française à assurer la protection des points névralgiques (énergies, ports, triage, télécoms, réseaux, industrie chimique, traitements des eaux...) de notre pays et son domaine maritime contre des agressions extérieures.

Cette situation est la conséquence des choix politiques faits par Jacques Chirac, puis Nicolas Sarkozy et confirmés par François Hollande : professionnalisation puis privatisation partielle des armées, et retour dans l'OTAN. La défense du territoire national a été délibérément sacrifiée au profit de désastreuses interventions extérieures pour le compte de l'OTAN, comme en Afghanistan ou en Libye.

Le PCF demande que l'effort de défense du pays soit recentré sur la protection du territoire national. La France doit quitter cette organisation belliciste qu'est l'OTAN et retrouver son indépendance en matière de politique extérieure et de défense afin d'agir résolument pour une démantèlement multilatérale des relations internationales.

Décès de Pierre Daix : réaction de Pierre Laurent

C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le décès de Pierre Daix. Son engagement communiste à 17 ans l'avait conduit à la Résistance dont il reçut par la suite la plus haute distinction. Il fut arrêté et déporté au camp de concentration de Mauthausen. Il en garda une meurtrissure indélébile, qui marqua notamment ses derniers écrits, « Les revenantes », en 2008, « Bréviaire pour Mauthausen » (prix François Mauriac 2005).

De retour du camp de la mort, il devient chef de cabinet du ministre communiste, Charles Tillon. Il occupa ensuite des responsabilités dans « les éditions sociales », aux « lettres françaises », et au sein du quotidien « Ce Soir ». Sa vie va dès lors se confondre avec les grandes heures du travail intellectuel et culturel du Parti Communiste.

Collaborateur de Louis Aragon, il devient l'ami de Pablo Picasso, et côtoie les plus grands intellectuels du 20^{ème} siècle. Il fut le grand bibliographe de l'écrivain, et écrit plusieurs ouvrages de références encore aujourd'hui pour l'histoire de l'art.

Suite à la répression de l'Union soviétique contre le printemps de Prague, il n'accepte pas ce qu'il juge comme une trahison de son idéal. Il quittera le Parti Communiste quelques temps après.

A l'heure de sa disparition je retiens son engagement pour le meilleur de la culture et sa critique salutaire des atteintes à la liberté dans les pays socialistes car le communisme ne peut dévier des chemins de la liberté sans tourner le dos à ses valeurs.

Au nom du Parti Communiste Français, je présente toutes mes condoléances à sa femme, à sa famille, à ses proches et amis.

Rémi Fraisse : Le PCF appelle à participer aux moments de recueils avec dignité et respect

Dans toute la France s'organisent des rassemblements en mémoire de Rémi Fraisse, bénévole de France Nature Environnement, tué lors d'une manifestation contre la construction d'un barrage à Sivens par le tir d'une grenade de la gendarmerie.

Le Parti Communiste Français appelle ses militants et plus largement les citoyennes et citoyens à participer à ces moments de recueils, dans l'esprit souhaité par la famille de Rémi Fraisse avec dignité, respect, calme et détermination.

Arrestation du responsable des indignés de Côte d'Ivoire : le régime Ouattara dans les pas de Compaoré

Samedi matin 1^{er} novembre Samba David, coordonnateur de la Coalition des Indignés de Côte d'Ivoire, a été arrêté avec trois de ses amis, passé à tabac puis amené au commissariat par les forces armées ivoiriennes. Tout cela est arrivé alors qu'il s'apprêtait à prendre la parole à un meeting prévu et autorisé par le maire de la commune de Yopougon, puis interdit à la dernière minute par le ministère de l'intérieur pour raison d'instabilité au Burkina-Faso voisin selon les responsables de la police présents.

Ces brutalités et arrestations arbitraires, notamment envers des acteurs politiques et du mouvement social, sont malheureusement monnaie courante en Côte d'Ivoire. Dans ce pays il y a des centaines de personnes en détention ou en liberté provisoire pour des raisons politiques.

Au vu du très important mouvement populaire et social en cours au Burkina Faso qui a fait chuter Blaise Compaoré et dans lequel le « Balai Citoyen » est pleinement partie prenante, l'arrestation du dirigeant des Indignés de Côte d'Ivoire prend un relief particulier. Le pouvoir d'Alassane Ouattara doit immédiatement libérer Samba David et plus généralement tous les prisonniers d'opinion.

A l'heure où le peuple burkinabé tente de se débarrasser du joug des forces de la réaction, le pouvoir ivoirien serait bien inspiré de changer d'attitude et de politique au lieu de continuer de prendre des mesures liberticides et de servir de lieu de refuge à l'ancien autocrate et déstabilisateur d'Afrique de l'Ouest, Blaise Compaoré. La présence de ce dernier risque fort d'être perçue en Côte d'Ivoire comme au Burkina Faso comme un facteur de déstabilisation pour les deux pays.

« Guy Fischer était un homme d'humanité » (Pierre Laurent)

La mort de Guy Fischer, survenue le 1^{er} novembre, est une perte qui touche tout le Parti Communiste Français. Je veux d'abord retenir le courage et la lucidité avec laquelle il a affronté la maladie. Nous savions depuis plusieurs semaines que le combat qu'il menait face au cancer arrivait à son terme. Lui aussi, mais la dignité face à la mort, dont il avait fait un combat éthique, et son envie irrépressible de la vie l'ont tenus debout jusqu'au dernier moment.

Guy Fischer, instituteur des Minguettes, militant et élu de sa ville de Vénissieux, dont il fut maire adjoint de 1977 à 1995, sénateur communiste durant 19 ans, était un homme d'humanité. Toute sa vie militante au service des intérêts populaires, toute son activité d'élu local et de parlementaire au service de l'intérêt général, en ont fait un dirigeant remarquable de notre parti, un homme politique digne de la République. Vice-président du Sénat jusqu'à la déclaration de sa maladie, il agissait dans les plus hautes fonctions en n'oubliant ses racines populaires et les populations qui l'avaient élu.

Comme secrétaire national du PCF, j'ai toujours pu compter sur son engagement loyal et sa solidarité dans l'exercice de mes fonctions. Il était attaché à son parti, à sa ville, aux citoyens qu'il n'a jamais cessé de servir. Proche du terrain, il a su donner de la hauteur aux valeurs qui fondaient son engagement.

L'action de Guy Fischer restera gravé dans nos mémoires.

Au nom du Parti Communiste Français, j'adresse mes condoléances à la famille et aux proches de Guy Fischer, aux communistes de Vénissieux et du Rhône.

Réhabilitation des fusillés pour l'exemple

A retenir également de lui, sa proposition de loi et son engagement pour la réhabilitation des "fusillés pour l'exemple de la première guerre mondiale" projet qui n'a toujours pas abouti... 2014 aurait pourtant été une belle année pour, comme il le disait avec l'ensemble du groupe des sénateurs communistes et républicains : "réunir enfin en une seule et même mémoire apaisée tous ceux qui, durant cette guerre, sont morts pour la France", pour "[rendre] justice à tous ceux, frères de combat, qui ont payé de leur personne et [permettre] enfin que l'ensemble des morts de la Grande Guerre réintègre la mémoire nationale".

Un « choc de simplification » qui va mettre en pièces la santé des salariés

Sous prétexte de « choc de simplification », le gouvernement s'apprête à mettre en pièces la médecine du travail, le droit au reclassement des salariés handicapés et la protection des salariés mineurs.

La santé au travail ne saurait être bradée au nom de la « sécurisation juridique des entreprises ». Les employeurs ont l'obligation d'assurer la santé et la sécurité de leurs salariés. Aucun « choc de simplification » ne saurait justifier que le gouvernement envisage de revenir sur le droit à la santé au travail par la casse programmée de la médecine du travail.

Le PCF s'oppose catégoriquement aux "mesures de simplification" que constitueraient :

- la suppression de la visite médicale d'embauche
- la mise à la trappe de l'obligation de l'employeur de suivre les avis des médecins du travail et notamment leurs propositions d'aménagement du poste de travail des salariés rencontrant des problèmes de santé,
- la remise en cause de la protection particulière dont bénéficient les salariés mineurs.

Le PCF dénonce la volonté du président Petro Porochenko d'éliminer les communistes ukrainiens

Le PCF apporte son soutien et sa totale solidarité aux communistes ukrainiens après les déclarations indignes du président ukrainien Petro Porochenko qui s'est prononcé sans ambages pour l'élimination pure et simple du Parti Communiste d'Ukraine à l'occasion des élections législatives anticipées. Le Parti Communiste d'Ukraine "n'a pas le droit de figurer dans le paysage politique ukrainien, en raison des crimes commis dans le passé et de nos jours", a affirmé Petro Porochenko. Une autre tête de liste du Bloc Porochenko, Vitali Klitschko a ajouté que "pour la première fois dans son histoire, les forces anti ukrainiennes dont le Parti Communiste ayant toujours été la cinquième colonne du Kremlin" ne seront pas représentées au Parlement.

Tout cela se fait au nom des valeurs européennes desquelles ces oligarques prétendent s'inspirer.

Faut-il rappeler que ces valeurs sont particulièrement marquées par la lutte contre le fascisme et le nazisme, alors que les activités odieuses des forces néofascistes sont aujourd'hui tolérées, encouragées, qu'elles ont largement contribué à la campagne du Bloc au pouvoir, et qu'elles se sont livrées à des exactions et crimes intolérables -hier comme aujourd'hui- contre les communistes, les démocrates et le peuple ukrainien.

Les communistes français ne peuvent tolérer de telles déclarations, alors que les militants, les dirigeants et en particulier le secrétaire général du Parti Communiste d'Ukraine ont été victimes d'attaques physiques, menacés d'interdiction et leur parti mis dans l'incapacité de mener campagne dans des conditions démocratiques normales.

Les communistes français appellent donc les forces démocratiques dans notre pays et en Europe à la plus grande vigilance, en particulier pour que cesse cette véritable chasse aux sorcières digne d'un autre temps.

En ce sens ils renouvellent toute leur solidarité envers le Parti Communiste d'Ukraine et son secrétaire général Piotr Simonenko.

Tunisie : les combats pour réaliser la révolution ne sont pas terminés

Les élections tunisiennes se sont tenues ce week-end. Le chemin reste semé d'embûches dans le processus révolutionnaire. L'élection s'est déroulée dans de bonnes conditions, affirmant encore plus la construction démocratique de la nouvelle Tunisie.

La première information est que les islamistes d'Ennahda sortent perdants du scrutin. Perdant plus de 15% de leurs voix, ils paient leur sectarisme et leurs liens troubles avec les organisations djihadistes responsables de l'assassinat de députés progressistes (Chokri Belaïd et Mohamed Brahimi). Leur gestion piteuse du pays a relégitimé les caciques de l'ancien régime, organisés dans le parti Nidaa Tounes. C'est la victoire d'une autre face des forces libérales, d'obédience plus laïque, mais qui vont mener les mêmes orientations inféodées aux intérêts des grandes entreprises transnationales. Les autres forces de la troïka (Congrès pour la République et Ettakatol) qui a géré l'après Ben Ali sont balayées. Le succès du candidat indépendant Slim Riahi, homme d'affaires millionnaire, révèle la défiance politique vis-à-vis des partis en usant de pratiques peu respectables (achats de voix).

Le Front populaire, regroupant les partis progressistes marxistes ou nationalistes arabes, fait un score honorable malgré de faibles moyens avec 17 députés. Nos camarades mènent campagne à partir des préoccupations quotidiennes sans recevoir les prébendes des pétromonarchies ou d'Occident...Ils font d'ailleurs leurs meilleurs scores dans le berceau de la révolution, ces provinces déshéritées de l'intérieur frappées par le chômage et la misère. L'abstention dans ces régions exprime la déception vis-à-vis des objectifs de la révolution, bloqués par un pouvoir tunisien toujours aux mains des puissances d'argent qui restent unies malgré le faux clivage laïc/religieux. D'ailleurs, Nidaa Tounes et Ennahda pourraient avoir un candidat commun lors de l'élection présidentielle du mois prochain...

Les défis restent donc immenses pour permettre une indépendance pleine de la Tunisie et réaliser les demandes sociales et démocratiques du peuple tunisien. Le mot d'ordre « pain, dignité, liberté » résonne toujours pour les Tunisiens comme pour les peuples du monde.

Agressions par des militants d'extrême droite

Jeudi 23 octobre 2014 dans la soirée, des militants du groupe fasciste et royaliste "Action française" tout droit sorti des poubelles de l'histoire, ont pénétré dans les locaux de la section du PCF du Pays d'Aix aux cris de "à bas à bas la République ! Vive l'Action française !"

Des jeunes communistes présents pour leur projection-débat hebdomadaire ont reçu des coups de poings et des jets de cannettes de bière. Des tracts du PCF ont été jetés à terre et un meuble renversé par la quinzaine de militants d'extrême droite qui a finalement été repoussée, laissant derrière elle des autocollants signant leurs actes.

Les communistes d'Aix dénoncent avec vigueur cette agression qui intervient 70 ans après la Libération de notre ville. Ils ne se laisseront pas intimider par une poignée de jeunes de la bonne bourgeoisie animée par la haine et la volonté d'en découdre.

A travers les communistes, ils s'en sont pris à la mémoire de la Résistance, aux idées d'égalité, de progrès social et démocratique, de justice et de solidarité internationaliste que l'extrême droite vomit.

Les communistes appellent l'ensemble des républicains à condamner ces agissements et à faire front face à l'extrême droite.

Trois plaintes ont été déposées vendredi 24 octobre par les jeunes communistes.

Jeunes et Étudiants Communistes d'Aix et Section du PCF d'Aix



#budget15

De Margerie : @gerardfioche s'est expliqué !

Le #PS a des indignités à géométrie variable

@tthevenoud #cahuzac #dsk...

@cnpf @dartigolles

Le Mouvement des Jeunes Communistes de France, ce sont des milliers de jeunes qui agissent ensemble pour changer nos vies et la société.

Face à la galère et aux emplois bidons nous menons une grande campagne pour le droit au travail des jeunes. Face aux guerres et aux injustices nous participons à toutes les mobilisations pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens. Face au racisme, au sexisme, à l'homophobie et toutes les discriminations, nous nous battons au quotidien !

Pour en savoir plus sur la campagne du MJCF

www.jeunes-communistes.org

facebook.com/Jeunes.comunistes

Twitter : @MJCF

REJOINS-NOUS !

Mes coordonnées

Nom Prénom

Adresse.....

Code Postal/Ville.....

Mail Téléphone

Coupon à donner à un(e) jeune communiste

ou à retourner à MJCF à 2 place du colonel Fabien 75019 Paris

**DES MILLIARDS
POUR LES ACTIONNAIRES**

**DES SALAIRES
DE MISÈRE POUR LES JEUNES !**



**PRÉCAIRES
APPRENTIS
STAGIAIRES**

**AUGMENTER
NOS SALAIRES!**

jeunes-communistes.org



LE SALAIRE N'EST PAS UN LUXE !

La France n'a jamais été aussi riche, les salariés et les jeunes aussi précaires. Les dividendes augmentent, les salaires diminuent. Ils nous disent que cela permettrait de relancer l'économie : cette vieille recette appliquées depuis 30 ans ne fonctionne pas, elle est inefficace et injuste!

Augmenter les salaires
 nécessaire
 possible
 urgent

POSSIBLE

Le chantage exercé quotidiennement qui nous dit que nous ne pouvons pas augmenter les salaires est indécent!

Car de l'argent il y en a!

Ce n'est pas le coût du travail qui affaiblit notre économie c'est le fait que le capital ponctionne un nombre toujours plus important de richesses et surtout laisse la logique de profit décider de tout au détriment des besoins sociaux qui nous met en danger.

URGENT

Nous n'en pouvons plus d'attendre! Pour vivre et non plus survivre:

- Le SMIC à 1700 euros
- Hausse générale des salaires
- Augmentation de tous les minima sociaux !

NÉCESSAIRE

L'augmentation des salaires est nécessaire:

- Pour que nous puissions vivre dignement
- Pour financer la protection sociale
- Car cela correspond à notre travail et à nos connaissances

STAGIAIRES ET APPRENTIS

PAS DE LA CHAIRE À PATRONI

Nous sommes de plus en plus nombreux à faire des stages et le gouvernement veut « renforcer l'apprentissage ». Pourtant nos droits sont constamment bafoués. Nous revendiquons:

- Un salaire équivalent pour les stagiaires, apprentis et les salariés
- Une protection contre les conditions abusives de travail
- Fin des dérogations à l'interdiction du pour le travail de nuit!

SALAIRES, PROTECTION SOCIALE

En France le salaire peut se diviser en deux: celui que l'on a sur la fiche de paye à la fin du mois, et celui, indirect appelé salaire socialisé. De quoi s'agit-il ? De nos cotisations sociales qui permettent de financer la santé et tout ce dont nous avons besoin pour fonder une famille, se soigner...

Augmenter les salaires ferait mécaniquement augmenter les cotisations sociales et permettrait de combler le déficit de la sécu!

Mais, où sont les € ?

La question de fond, elle bien celle de la répartition des richesses. François Hollande et son gouvernement ont distribué des milliards:40 milliards de cadeaux fiscaux dans le cadre du Crédit Impôt Recherche, ont exonéré d'impôts les entreprises notamment pour les patrons embauchant des apprentis. Ils font des économies sur le dos des citoyens:50 milliards d'économie proposés dans le prochain Budget

Ces mesures ne fonctionnent pas. Les richesses que nous produisons doivent servir nos vies, doivent financer nos besoins sociaux, l'industrie, l'emploi.

En chiffres :

- Un salarié français crée 46 euros de richesses par heure de travail, soit le ration le plus important au monde!
- 1 jeune sur 4 au chômage

#rendezLesThunes

POUR UNE UNIVERSITE DE QUALITE

Les étudiants se mobilisent partout en France !

POUR SORTIR DE L'IMPASSE, MOBILISONS NOUS !



Depuis la rentrée et durant le début du premier semestre, les universités ne peuvent plus fonctionner correctement. Les suppressions de filières s'enchaînent, à Poitiers, à Rennes et dans tous les campus de France. Des rentrées ont du être retardées d'une semaine comme à l'Université Paris - 7.

Partout, les universités peinent à accueillir et former les étudiants, faute de moyens financiers suffisants. Leur déficit explose : 3 milliard d'euros pour qu'elle puisse fonctionner. Ces lourds problèmes entraînent l'échec massif des étudiants. Trois étudiants sur quatre ne seront pas diplômés au bout de trois ans. Et pour ceux qui obtiennent leurs diplômes, commence de longs mois de galère, entre petits boulots et période de chômage. Cela freine l'économie du pays tout entier.

Pourtant, des solutions existent pour sortir de l'impasse avec un réinvestissement budgétaire de l'État : 6 milliards d'euros sont gaspillés tous les ans dans des crédits d'impôt aux entreprises inutiles et inefficaces, cet argent doit servir aux étudiants et aux universités. Nos diplômes et nos formations doivent reconnus et de même valeur partout sur le territoire.

Pour obtenir ces mesures nécessaires pour la réussite des étudiants, la mobilisation commence dès le 10 novembre avec le référendum étudiant et continue tout au long de l'année !

LE REFERENDUM ETUDIANT, C'EST QUOI ?



Le référendum étudiant est organisé sur les différents campus de France par les associations étudiantes qui font vivre et animent les universités. Durant plus de 10 jours, des bureaux de vote seront mis en place pour que chaque étudiant et chaque étudiante puissent venir s'exprimer librement sur l'avenir de leurs facs, leurs conditions d'études et la qualité de leurs diplômes. **C'est le moment où chacun peut construire une université qui répond à ses besoins et au développement économique du pays.**

C'est le tremplin pour lutter contre les coupes budgétaires qui nous sont imposées arbitrairement chaque année lors des votes des budgets !

BOUGER LE CURSEUR ou CHANGER DE CAP

La publication des chiffres du chômage de septembre acte, une fois de plus, « l'échec du gouvernement » et alimente le débat sur les options en présence : Aller toujours plus loin dans le dynamitage libéral du marché du travail, « bouger le curseur » de la politique actuelle pour instiller de la relance tout en restant dans le cadre des politiques d'austérité, ou bien rompre avec ces politiques et changer de cap.

NON
au budget d'austérité

POUR
une alternative

MANIFESTONS

samedi 15 novembre
dans toute la France

Boite à Pandore libérale ?

Le Medef, Eric Woerth, Manuel Valls, ... poussent les feux des déréglementations, comme si la pénurie d'emplois avait sa source principale dans les protections des salariés : faire sauter les « seuils sociaux », instaurer un « contrat de travail unique » faisant disparaître les règles du licenciement... Comme si la « modernité » était mariée avec la vision du capitalisme libéral.

Bouger le curseur ?

Chez les députés frondeurs du Ps, il s'égrène des propositions qui reviennent à bouger le curseur de la politique actuelle, (moins de rigueur, plus de relance), sans en changer les fondamentaux. Par exemple, « augmenter le nombre d'emplois aidés », (+ 50.000 en 2015 selon un amendement adopté) sera certes utile pour des jeunes démunis de tout et lissera l'équivalent de trois mois de hausse du chômage, mais au-delà.... De même, leurs propositions ne remettent en cause ni le dogme du « coût du travail » trop élevé, ni les normes des traités européens...

Le hiatus n'est nullement entre « modernité » et « archaïsme », car pour toute proposition, tout dépend du point de vue de classe d'où on se place. Celle des frondeurs est dans la limite d'une austérité douce matinée de relance par la dépense : les marchés compréhensifs, la BCE complaisante, le patronat coopératif, les salariés patients...

Changer de cap !

Sans rien négliger de ce qui peut, par des résistances et des propositions, infléchir ou adoucir, pour le peuple, la brutalité sans issue des politiques d'austérité, ouvrir la voie des solutions à la crise implique le courage de changer de cap.

Au plan économique, cela implique au moins trois axes :

- ▶ Renverser le raisonnement sur les coûts en disséquant et diminuant les coûts exorbitants du capital (dividendes, exonérations, part illégitime de la dette...)
- ▶ Affronter la domination des marchés financiers et engager le combat pour modifier certaines règles européennes, sans hésiter à désobéir à certaines d'entre elles
- ▶ Fonder un nouvel essor économique sur les moteurs du progrès social et de la transformation écologique et démocratique du mode de production et d'échanges.

Il existe dans le pays une majorité de femmes et d'hommes disponibles pour une autre politique, des forces syndicales, sociales, associatives, politiques. Les rassembler pour construire ensemble, c'est ce à quoi veut se consacrer le Parti communiste. D'autant que d'autres choix sont possibles. Nous ne sommes pas condamnés à l'austérité permanente et à l'insécurité sociale. Il faut mettre en œuvre une politique qui parte des besoins sociaux, s'attaque aux inégalités et à la finance. Plutôt que de s'illusionner sur le théâtre de postures qui agite une social-démocratie en péril, mobilisons nous avec le collectif 3A – Alternative A l'Austérité – pour manifester le 15 novembre dans toute la France pour dire non au budget d'austérité et oui à une alternative sociale, écologique et politique.



**UN MILLION DE CARTES -
INONDONS L'ELYSEE
SIGNONS LA CARTE PETITION
A HOLLANDE**

**Sur les marchés, dans les quartiers
et les entreprises
ou par internet
<http://www.pcf.fr/59827>**

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

TRANSITION ENERGETIQUE

La loi poursuit la libéralisation du marché de l'énergie

Le projet de loi sur la transition énergétique a été examiné en "procédure accélérée" : un seul débat à l'Assemblée nationale et au Sénat, sans navette. Le débat s'est déroulé du 6 au 10 octobre à l'Assemblée Nationale avec un temps de parole limité pour chaque groupe parlementaire (3 heures pour le groupe GDR PCF/ FDG). **Le groupe GDR PCF/FDG a voté contre ; pourquoi ?**

En l'état, le projet de loi - qui sera examiné au Sénat en 2015 - manque de l'ambition nécessaire pour répondre aux besoins sociaux et affronter la nécessaire évolution énergétique dont la France a besoin. Il remet en cause le service public, organise la concurrence pour faire monter la facture d'électricité et la rentabilité du capital en particulier par la "croissance verte". Il risque d'aggraver la désindustrialisation et la précarité énergétique.

L'objectif de diminuer par deux notre consommation d'énergie à l'horizon 2050 sous estime l'évolution démographique de notre pays (70 millions d'habitants prévus en 2050). Les hypothèses de consommation comme la nature du mix énergétique envisagés risquent de nous conduire à ne plus pouvoir répondre aux besoins ou à augmenter nos émissions de CO2. En effet, les baisses de consommation observées ne sont que les conséquences de l'austérité et de la crise sur l'activité économique. Le PCF ne se résigne pas à la désindustrialisation de notre pays.

En France, la précarité énergétique augmente. Plus de 11 millions de personnes sont touchées par ce fléau. La mise en place du chèque énergie (dont on ignore le montant) accompagnée de la disparition des actuels tarifs sociaux en vigueur risque fortement d'aggraver la précarité.

Electricité : développer les filières industrielles et maîtriser la facture!

Le maintien prévu dans le mix électrique de notre niveau de production nucléaire (63.2 GW) exige la redynamisation de cette filière industrielle en y intégrant toutes les avancées technologiques possibles. Le développement des énergies renouvelables doit se concevoir en repensant totalement les aides qui s'opèrent via des tarifs d'achat exorbitants et dont le financement s'appuie essentiellement sur la Contribution du Service Public de l'Electricité (CSPE) payée par tous les français ! Rien qu'en cinq ans, celle-ci a augmenté de 330 %. Il faut plutôt aller vers la création d'une véritable filière industrielle en regard de leur efficacité réelle (solaire thermique ou pompes à chaleur, par exemple, dont on parle peu). Sinon, nous risquons **une forte augmentation de la facture pour tous ! Pour nous, c'est inconcevable !**

En fait, la voie choisie ne tient aucun compte de l'expérience allemande qui vire au cauchemar avec le doublement du prix de l'électricité pour les ménages et l'aggravation des rejets des gaz à effet de serre.

Priorité à la lutte contre le réchauffement climatique

La lutte contre le réchauffement climatique est une priorité pour la France. La Conférence des parties sur le climat (COP21) se tiendra en France en décembre 2015. Au-delà du mix électrique, il aurait donc été judicieux de s'attaquer franchement au secteur du transport, le plus émetteur de CO2 ainsi qu'à celui le plus consommateur d'énergie, le logement.

70% de l'énergie est consommée dans le bâtiment et les transports. C'est donc dans ces deux secteurs qu'il est urgent d'agir ! Les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) représentent 69% de l'énergie finale consommée en France. Les transports consomment près de la moitié de cette énergie. Ils sont les premiers responsables de la croissance des émissions de gaz à effet de serre. A aucun moment n'ont été abordés les enjeux du développement du fret ferroviaire et des lignes secondaires, de l'étalement urbain ou encore la faiblesse de l'appareil productif pour produire ou recycler (aciérie) qui nous contraint à importer la majorité de ce qu'on consomme. Ainsi le transport reste le grand oublié de cette loi. Le recul du gouvernement sur l'écotaxe en dit long sur sa préoccupation climatique ! A cela s'ajoute la volonté de faire supporter une taxe supplémentaire sur les ménages et de se priver de recettes directement affectées aux infrastructures autoroutières. C'est pour cela que nous proposons de renationaliser les autoroutes.

Quant à l'objectif ambitieux de rénovation thermique de 500 000 logements par an, il n'est accompagné d'aucun plan de financement précis, ni d'une relance de la filière industrielle du bâtiment créatrice d'emplois.

Refuser la libéralisation de l'énergie

Enfin cette loi libéralise encore plus le secteur énergétique à travers la privatisation pure et simple de nos barrages hydroélectriques. Ils jouent pourtant un rôle majeur dans les multi-usages de l'eau, comme la gestion des crues, la sécurité des biens et des personnes et permet de répondre aux exigences des périodes de pointe de consommation d'énergie. C'est la grande braderie de notre plus grande filière d'énergie renouvelable ! Pour nous, c'est inacceptable !

Cette loi présentée comme la plus importante du quinquennat n'est pas à la hauteur des enjeux. Pour le Parti Communiste, ses élus, ses parlementaires, l'énergie est un bien commun que le service public doit gérer. Voici nos propositions :

Social : affirmer le droit à l'énergie pour répondre aux besoins individuels et de la société. Réduire les consommations par la sobriété et l'efficacité énergétique. Combattre la précarité énergétique, maintenir les tarifs réglementés au prix le plus juste et la péréquation tarifaire, sources de solidarité.

Énergie et filières industrielles : s'appuyer sur les atouts industriels de la France, développer considérablement la recherche pour concevoir un "mix énergétique" qui n'oppose pas les énergies entre elles qui s'appuie sur leur maturité et leur potentialité d'un point de vue environnemental, économique et social.

Politique : stopper les politiques de privatisation et de déréglementation qui n'ont eu comme conséquence qu'une désoptimisation du secteur de l'énergie et exiger un service public de haut niveau avec une gestion démocratique au service de l'intérêt général à travers un pôle public de l'énergie !



AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tel :

Kurdistan/Erdogan en France : « une provocation pour faire pression sur la France » (PCF)

Depuis plusieurs semaines les mobilisations de soutien envers les kurdes, et notamment ceux de Kobanê, gagnent partout en ampleur. La barbarie de l'État Islamique, le soutien dont les djihadistes bénéficient de la part de monarchies du Golfe et la complaisance de l'état turc suscitent une légitime indignation.

Jusqu'à présent la France était restée sourde aux demandes d'aide exprimées par les kurdes de Kobanê. Aucune initiative n'a été prise pour permettre à l'ONU de reprendre l'initiative en faveur de la paix. Récemment, le Président de la République a dû tenir compte de la montée de cette exigence de solidarité en déclarant, pour la première fois, que la France pourrait aider les combattants de la liberté à Kobanê.

Pour le président de la République de Turquie, R.T. Erdogan, qui a juré la perte de l'expérience démocratique de Rojava, cette prise de position est inacceptable. Il viendra le dire à F. Hollande le 31 octobre 2014. Cette visite déplacée et inopportune est une provocation qui vise à faire pression sur la France afin qu'elle infléchisse sa position et qu'elle ratifie les accords de coopération policière et judiciaire liberticides.

Comment peut-on recevoir R.T. Erdogan alors qu'il entretient un double jeu se traduisant par un appui aux terroristes de Daech. Il bloque la frontière aux réfugiés, aux combattants kurdes, entrave l'action et l'aide humanitaires que les municipalités turques du BPD déploient. Il porte la responsabilité de la mort d'une quarantaine de manifestants dans son pays.

La France ne doit pas céder. Elle s'honorerait de recevoir le représentant du PYD pour examiner les modalités d'une aide concrète à Kobanê. Elle doit saisir cette opportunité pour dire toute l'importance qu'elle accorde au processus de paix initié par A.Ocalan et qu'elle souhaite voir aboutir.

Le PCF est résolument au côté du peuple kurde comme en témoigne la présence de son secrétaire national, Pierre Laurent, à la frontière turque de Kobanê. Le PCF demande qu'une délégation soit reçue ce jour au ministère des Affaires Étrangères afin que les intentions affichées se concrétisent enfin en actes.

Pierre Gattaz appelle la France à sortir de la convention de l'OIT

Le président du Mouvement des entreprises de France (MeDEF), Pierre Gattaz, a suggéré jeudi 30 octobre que la France sorte de la convention 158 sur le licenciement de l'Organisation internationale du travail (OIT), afin de « lever » la crainte de l'embauche chez les chefs d'entreprise.

« Les chefs d'entreprise, quand ils peuvent embaucher, craignent de se trouver devant les prud'hommes s'ils rompent le contrat. C'est un des principaux freins à l'embauche », a déclaré M. Gattaz dans une interview accordée au journal L'Opinion :

« Reste que pour lever le frein juridique, il faut sortir de la convention 158 de l'Organisation internationale du travail qui nous oblige à justifier les motifs du licenciement. Tant qu'on aura cette contrainte supranationale, peu importe le contrat, le fond du problème ne sera pas traité. »

Adoptée en juin 1982 et entrée en vigueur en novembre 1985, cette convention a été ratifiée par 36 pays. Dans l'Union européenne, elle a été ratifiée par Chypre, l'Espagne, la Finlande, la France, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

Son article 4 dispose qu'« un travailleur ne devra pas être licencié sans qu'il existe un motif valable de licenciement lié à l'aptitude ou à la conduite du travailleur ou fondé sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise, de l'établissement ou du service ».

L'Assemblée Générale de l'ONU réclame la fin du blocus contre Cuba

L'Assemblée Générale de l'ONU a approuvé ce mardi 28 octobre 2014 presque unanimement et pour la 23^e année consécutive, une résolution qui demande la fin du blocus étasunien contre Cuba, une mesure unilatérale imposée par Washington depuis 1962.

L'assemblée plénière des 193 membres des Nations Unies a soutenu par 188 voix pour, 2 contre (États-Unis et Israël) et 3 abstentions (Palau, la Micronésie et les Îles Marshall) le projet intitulé "Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba".

Depuis 1992, l'assemblée Générale approuve la demande de Cuba d'éliminer cette politique hostile qui survécu à 11 administrations de la Maison Blanche, dont les conséquences économiques sont estimées à 1 billion 112 534 millions de dollars et dont les dommages humains sont incalculables.

"La politique du blocus viole le principe de non intervention. Les États-Unis perdent toute autorité. Le blocus viole systématiquement les droits de l'homme de tous les Cubains", a dit Samuel Moncada lors de la session.

Alors, le représentant de l'Égypte a affirmé que malheureusement, avec le blocus, nous continuons "à écouter les échos du passé". Ce blocus a duré plus que n'importe quel autre blocus dans l'ère moderne. Il persiste en violation totale du Droit International. "L'Égypte continuera à transmettre un message clair aux États-Unis", à propos de cette politique.

"Nous appelons instamment tous les pays à appliquer la Charte de l'ONU... Malheureusement, ces résolutions ne sont pas appliquées efficacement et le blocus contre Cuba n'est pas levé". Cela a causé des pertes économiques énormes pour l'île, a assuré la délégation de la Chine.

"Que les États-Unis appliquent pleinement la résolution de l'Assemblée de mettre fin aux sanctions contre Cuba..." Le Vietnam fera tout son possible pour aider Cuba pour qu'elle surmonte les limitations que lui a imposées le blocus.

"Malgré les circonstances adverses affrontées depuis plus de 50 ans, Cuba a élevé ses indices de développement humain... Nous soulignons qu'historiquement, elle a transformé la solidarité en axe central de sa politique extérieure", a dit le représentant du Mexique. Et la Russie a demandé aux États-Unis d'avoir la ferme volonté politique de mettre fin au blocus contre Cuba.

Au nom du MERCOSUR et des États associés, la délégation de l'Argentine a déclaré que "les coûts humanitaire et économiques pour le peuple cubain, en plus de l'anachronisme de cette politique, sont évidents pour tous, a-t-elle dit. Le blocus viole les principes de la Charte de l'ONU et du droit international", a affirmé son représentant. Et aussi "les principes de la justice et des droits de l'homme".

<http://www.granma.cu/mundo/2014-10-28/victoria-cubana-en-la-onu>

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

